

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 20109 - 77ÈME ANNÉE

9 % de plus pour le prix du gaz : l'autonomie énergétique est une urgence sociale

Depuis vendredi, le prix d'une bouteille de gaz frôle les 23 euros en raison d'une hausse de plus de 9 %. A la différence des automobilistes, des transporteurs, d'autres professionnels de la route et des pêcheurs, les utilisateurs de la bouteille de gaz n'ont droit à aucune aide de l'État pour compenser cette augmentation alors que c'est un produit de première nécessité pour tous les Réunionnais qui cuisinent au gaz, c'est-à-dire un nombre bien plus important que les propriétaires de voitures et de camions.

La spéculation sur les prix des matières premières a eu notamment pour conséquence une hausse des prix des produits dérivés du pétrole. Cette hausse a été amplifiée par une guerre en Europe impliquant l'Ukraine et la Russie, deux importants exportateurs de matières premières stratégiques, notamment le pétrole, le gaz, des commodités agricoles et des intrants indispensables aux cultures industrielles.

Pour faire face à ces augmentations qui surviennent en pleine campagne électorale de la présidentielle, le gouvernement a recours à des subventions massives. Il verse ainsi une aide directe aux compagnies pétrolières pour que le prix des carburants à la pompe baisse de 15 centimes par litre. Les pêcheurs bénéficient quant à eux d'une importante subvention de 35 centimes par litre. Ceci s'ajoute à d'autres aides prévues pour d'importants consommateurs de carburants comme les transporteurs.

Ceci n'a pas empêché une augmentation des prix maximums de vente des carburants à La Réunion, qui sont les prix affichés chez tous les distributeurs. Ces hausses ne manqueront pas d'être répercutées par les intermédiaires sur le consommateur final. A La Réunion, toutes les marchandises sont transportées par la route, avec des véhicules fonctionnant avec des carburants importés.

Les familles pauvres principalement touchées

Le gaz est un produit pétrolier très consommé à La Réunion. Pour la plupart de la population, c'est le

seul moyen de cuire les aliments. C'est donc un produit de première nécessité.

Mais à la différence des carburants, les utilisateurs de la bouteille de gaz ne peuvent compter sur aucune aide pour atténuer la hausse du prix. Depuis le 1er avril, celui d'une bonbonne de gaz s'établit à 22,96 euros, soit une augmentation de près de 2 euros, qui équivaut à une hausse de 9,28 % du jour au lendemain.

Pendant ce temps, les salaires, les retraites et les minima sociaux dont dépend une grande partie de la population réunionnaise ne sont pas augmentés dans les mêmes proportions. Quel que soit le revenu de l'acheteur, le prix de la bouteille de gaz est le même partout, car les distributeurs qui vendent en dessous du prix maximum sont des cas exceptionnels. En conséquence, ce sont les plus pauvres qui subissent le choc le plus important. Et rien n'est prévu pour les aider.

Le gaz plus grand problème que les carburants

Cette situation témoigne du décalage existant entre la situation réelle de la société réunionnaise, et la manière dont elle est présentée dans les médias. Si la question de la hausse des prix des carburants et des mesures pour y faire face tient une si large place dans l'actualité, c'est parce qu'en France la majeure partie des familles possède une voiture. Or, ce n'est pas le cas à La Réunion, où un foyer sur trois n'a pas de véhicule individuel et doit se débrouiller pour se déplacer dans un pays où il n'y a pas de train, et où les bus manquent et sont sources d'importantes pertes de temps, car ils sont eux aussi prisonniers des embouteillages quotidiens causés par un nombre trop important de véhicules importés sur un réseau routier qui n'est pas extensible.

Cette vision franco-française des problèmes laisse à l'écart des problématiques spécifiques, comme la dépendance de la plupart des familles réunionnaises à la bouteille de gaz pour une activité aussi essentielle que la cuisson des aliments.

Remplacer le gaz pour la cuisson des aliments

Avec la prolongation de la guerre en Ukraine, les spéculateurs profitent de la situation pour réaliser des profits durables sur les prix des produits dérivés du pétrole. Aller vers l'autonomie énergétique constitue donc plus que jamais une urgence pour libérer le peuple réunionnais des conséquences de crises lointaines, dont il n'est en rien responsable et sur lesquelles il n'a aucun moyen d'agir.

Cette autonomie énergétique suppose donc de proposer rapidement des alternatives à la cuisson au gaz pour les aliments. Des expérimentations avaient

été lancées comme le fourneau portois. Les solutions doivent tenir compte de l'obligation de construire toujours plus en immeuble afin de répondre le plus rapidement possible à la crise du logement.

Dans ces conditions, le remplacement du gaz par l'électricité apparaît comme la transition énergétique la plus rapide. La Réunion dispose d'énergies renouvelables abondantes pour produire cette électricité : soleil, énergie de la mer, vent, hydroélectricité, géothermie avec le volcan, utilisation de la biomasse locale... L'autonomie énergétique est une urgence sociale.

M.M.

Une des raisons de la réouverture de lignes d'Ewa, filiale d'Air Austral

40 tonnes de légumes de Madagascar pour Mayotte

Permettre à Mayotte d'avoir accès à 40 tonnes de légumes produits à Madagascar pour remplacer des importations lointaines est une des raisons de la réouverture des lignes d'Ewa à destination de Madagascar. Ceci rappelle que dans l'immédiat, il est possible de remplacer les importations venues d'Europe ou d'Asie de l'Est par des productions proches de La Réunion, au bénéfice des Réunionnais et de leurs voisins.

Le 31 mars dernier à Antananarivo, Roland Ranjatolina, ministre des Transports et de la météorologie de Madagascar, a évoqué les rapports avec Air Austral et sa filiale Ewa qui assure les liaisons depuis Mayotte vers Antsiranana, Nosy Be, Mahajanga et Antananarivo.

Voici une des explications de la réouverture des lignes assurées par la filiale d'Air Austral entre Mayotte et Madagascar :

« Pour Mayotte, les habitants de cet archipel ont un besoin urgent de légumes, comme les oignons et l'ail, estimés à 40 tonnes. Ce qui va servir l'intérêt des

agriculteurs de Talata Volonondry et d'autres localités. Je n'ai pas hésité un moment à rouvrir cette ligne ».

Dans cette affaire, chacun est gagnant. Mayotte peut se ravitailler au plus près et donc ne dépend pas de lointaines importations pour ces produits alimentaires. C'est donc la certitude d'être approvisionner en légumes frais comme l'ail ou l'oignon

Pour leur part, les producteurs malgaches pourront vendre des produits à une population qui a un pouvoir d'achat nettement supérieur. Donc c'est la possibilité pour eux de tirer un bénéfice plus important pour leur travail.

Ceci rappelle qu'il est possible de remplacer immédiatement les importations venues d'Europe ou d'Asie de l'Est par des productions proches de La Réunion, au bénéfice des Réunionnais et de leurs voisins.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Edito

Sri Lanka : Premières émeutes de la faim... jusqu'à quand La Réunion sera-t-elle préservée ?

Les réseaux sociaux sont coupés, un couvre-feu est décrété, l'armée est déployée et l'état d'urgence décrété et pourtant, les manifestations continuaient ce dimanche partout au Sri Lanka.

Après une semaine où les coupures de courant ont été particulièrement sévères, la colère de la population, poussée à bout par des mois de pénuries, explose. « Les gens n'ont plus d'électricité, n'ont plus de gaz, n'ont plus de nourriture ! Ils sont donc frustrés et en colère. Ils ne supportent plus le gouvernement qui n'a pas réussi à relever l'économie de son état pitoyable. C'est pour ça qu'ils se rassemblent dans la rue, malgré les couvre-feux et les interdictions, pour protester pacifiquement. Il faut que ce gouvernement démissionne pour trouver une solution à la crise économique », témoigne un manifestant.

C'est du jamais vu depuis 1948, soit la date de l'indépendance du Sri Lanka. L'ancienne Ceylan, au large de l'Inde, traverse sa pire crise économique : le Covid-19 et l'arrêt du tourisme ont mis son économie à genou et réduit l'entrée de devises, alors que le pays asiatique en a besoin pour rembourser ses importantes dettes et importer des produits de première nécessité. Aujourd'hui, le pays souffre d'abord de l'augmentation du prix mondial du pétrole provoqué par le conflit entre la Russie et l'Ukraine. Ainsi, le problème principal de cette île de l'océan indien est actuellement la pénurie d'essence : le cours mondial du pétrole a doublé en l'espace de quatre mois. L'Etat, fortement endetté, ne peut acheter assez de carburant. Cela entraîne d'énormes files d'attente devant les stations-essence du pays : quatre personnes sont déjà mortes d'épuisement ou lors d'affrontements dans ces queues. Et l'armée a dû être déployée pour essayer de maintenir le calme. Mais au-delà, cette pénurie d'essence crée des problèmes bien plus larges pour la population. Car la roupie srilankaise a dégringolé face au dollar, et tout ce qui est importé devient beaucoup plus cher. Sur l'île, le prix du pétrole à la pompe a augmenté d'environ 50% en deux semaines, entraînant une forte inflation. Ainsi, en février, le prix des aliments a augmenté de 25,5 %, soit le taux le plus haut en Asie. Enfin, comme un tiers

de l'électricité est produite à partir de pétrole, cette pénurie provoque de longues coupures de courant.

Si l'agression russe de l'Ukraine va avoir des conséquences massives sur la sécurité alimentaire mondiale, notamment via une flambée des prix alimentaires mondiaux, le contexte qui pré-existait va clairement empirer les impacts de ce conflit. L'ONU avait d'ailleurs tiré le signal d'alarme quant au risque de crise alimentaire mondiale en 2022, avant même le déclenchement des hostilités. Cette situation a donc rendu les populations particulièrement vulnérables à de nouveaux chocs (économiques, climatiques ou conflictuels). Il est primordial d'avoir ce contexte à l'esprit si l'on souhaite aborder correctement les impacts agricoles et alimentaires de l'invasion russe en Ukraine. Cette guerre risque d'avoir des conséquences dramatiques car elle s'ancre dans une situation alimentaire mondiale particulièrement dégradée. Alors que nous n'avons que quelques mois devant nous avant que cette crise alimentaire ne révèle son ampleur, il ne faut surtout pas limiter le risque de famine aux seules craintes de pénuries sur les marchés internationaux, liées aux conséquences de la guerre en Ukraine. L'urgence à court terme est avant tout liée à la hausse des prix sur les marchés internationaux, rendant inaccessibles certaines denrées alimentaires pour les plus pauvres. La Réunion ne peut être longtemps épargnée, assurer la sécurité alimentaire des Réunionnais par la production locale et le codéveloppement dans la zone est une urgence devenue vitale.

“Ah ! La faim ! La faim ! Ce mot-là, ou plutôt cette chose-là, a fait des révolutions ; elle en fera bien d'autres !” Gustave Flaubert

David Gauvin

Oté

An aoir in parti pou éro : La Rényon noute péi, PCR noute parti !

Mézami in blag pou komanssé : zot i Lé in pé tar pou fé noute listoir, mé koné fitintan téi di konmsa tout mo lé konm i di, même si lé bien tar, lé zamé maskilin dann la lang kréol, sof troi : tro tar... d'après mwin.
la sab, la tinèl, la poizon... é in pé pli tar mwin la antande in nouvo mo, la An atandan mi panss i fo ni kontinyé parti. Pars privilèze laze mwin la koni fé avanss listoir noute parti épi fé kan parti kominiss lé éné é sa i avanss ossi listoir noute péi pars sa sé romonte l'ané 1959. lo dévoir bande militan lo parti, bande zélu galman, épi toute sak néna noute parti an sinpati, épi sak i partaze noute bande zidé... toute sak konm mwin i panss noute parti sé nouté éro.

A ! Biensi in pé rante nou l'avé konm éro bande kamarade la amènn la lite dann parti kominis. Mi sava pa dir azot lo nom, mé noute toute i koné lo bande nom. Sak la amenn la lite dann tan larépréssyon, lo tan la frode éléktoral, lo matrakaze bande kass an fèr, épi la répréssyon sossyal, é lo tan bande konkète kissoi politik, kissoi sossyal, kissoi kiltirèl. Lé sir sak la milite dann tan-la zot té in pé pliss andirssi ké sak la konète souvan défoi la fassilité.

Pou mon par, mwin néna in éro é éro-la sé lo parti kominiss li même. Vyé jé ? Pa tèlman mé lo sanss noute listoir. Lo zour demoune va ékri listoir noute parti, lo léktèr va di an li même lé pa possib k'in parti – in sinpe parti – la fé sak li la fé pou noute péi.

In fasson bien sinpe :

Noute toute i koné noute parti néna in kantité lidé, é li la fé in kantité propozission. Alor, si nou lé fidèl nou néna kékshoze pou fèr. Ni pouré shoizi dann programme noute parti inn sansa dé ou bien troi propozission noute parti é fé avanss sa, toussèl sansa groupé épi tazantan fé in kou lo bilan pou oir si nou la gingn fé avanss lobzèktif nou la shoizi.

Pars nou lé sir an fézan sa ni fé avanss noute parti mé galman noute péi. In bon projé dan la vi. Zot i panss pa ?

Justin